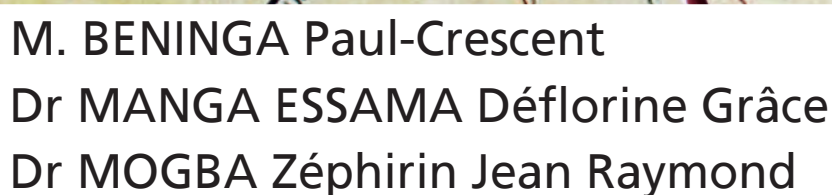


PERSISTANCE DE LA CRISE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE COMPRENDRE POUR AGIR



PERSISTANCE DE LA CRISE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE COMPRENDRE POUR AGIR

© Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2017.

Tél. 00 237 222 21 29 96 / 00 237 222 21 52 92

B.P. 11 939 Yaoundé / Fax: 00 237 222 21 52 74

E-mail : info@fes-kamerun.org

Site : www.fes-kamerun.org

Réalisation éditoriale : PUA : www.aes-pua.com

ISBN: 978-9956-532-06-1

«Tout usage à but commercial des publications, brochures ou autres imprimés de la Friedrich Ebert Stiftung est formellement interdit à moins d'une autorisation écrite délivrée préalablement par la Friedrich Ebert Stiftung.

La présente publication n'est pas destinée à la vente.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	5
Liste des sigles et abréviations	6
Introduction	7
 Chapitre I : Les acteurs de l'instabilité de la RCA :	
entre intérêts et désintérêts pour la construction d'une paix durable	9
1- Les acteurs internes : intérêts, motivations et capacité d'action ou de nuisance	9
a- Les acteurs politico-sécuritaires	9
b- Les acteurs militaires et paramilitaires : Les Forces de défense et de sécurité (FDS) et les groupes armés	10
c- Les autres acteurs	13
2- Les acteurs externes	14
a- Les acteurs étatiques	14
b- Les Organisations Intergouvernementales dans la gestion de la crise	17
 Chapitre II : Dynamiques du conflit centrafricain dans un État en	
« situation de fragilité »	20
1- Analyse des facteurs de durabilité de la crise : la RCA un État « failli » ou en « situation de fragilité » ?	21
a- La vulnérabilité politique interne du pays	21
b- Fragmentation des groupes armés et exacerbation des tensions communautaires	21
c- L'absence de mémoire collective	22
2- Recommandations	24
a- Au gouvernement, afin de restaurer l'autorité de l'État sur tout le territoire national:	24
b- À la Société civile :	25
c- À la communauté internationale et africaine :	25
 Bibliographie	26

REMERCIEMENTS

Cette publication résulte des recherches et d'un dialogue sécuritaire organisé par la FES en avril 2017. Ce dialogue a rassemblé des experts sécuritaires centrafricains dans le but d'apporter des éclairages et des voies de sortie de la crise centrafricaine qui dure depuis longtemps. Les contributeurs centrafricains présents à ces activités sont venus des universités, de la société civile, des médias et des partis politiques. La Friedrich Ebert Stiftung (FES) les remercie pour leurs contributions individuelles et collectives.

La FES exprime sa profonde gratitude au Dr. MOGBA Zéphirin Jean Raymond, Maître de Conférences, Université de Bangui, à M. BENINGA Paul-Crescent chercheur en

sciences politiques et écrivain sur la crise centrafricaine (Une Centrafrique au bord du désespoir-2015) et à Dr. MANGA ESSAMA Déflorine Grâce, Chercheure associée au CREPS/UYII, qui ont rédigé cette publication. Enfin, un remerciement particulier est adressé à l'ancienne Représentante Résidente, Mme Susanne STOLLREITER et à la Chargée de Programme Paix et Sécurité, Mme Susan BAMUH APARA, pour tout le temps et le travail titanesque fourni pour l'organisation des rencontres, les suivis, la rédaction et la publication de cette étude.

M. Friedrich Kramme-Stermose
Représentant résident
FES Cameroun et Afrique Centrale

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AEF : Afrique Équatoriale Française

APRD : Armée populaire pour la Restauration de la République et de la Démocratie

BONUCA: Bureau des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine

CEEAC: Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale

CEMAC: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

DDRR : Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement

EUFOR: European Union Forces

EUMAM: Mission Militaire Européenne de Conseil en RCA

FACA : Forces Armées Centrafricaines

FMI : Fonds Monétaire International

FOMUC: Force Multinational de la CEMAC

KNK: Kwa Na Kwa (le travail, rien que le travail)

MICOPAX: Mission de Consolidation de la Paix pour la Centrafrique

MINURCA: Missions des Nations Unies en République Centrafricaine

MISCA: Mission Internationale de Soutien pour la Centrafrique

OIG: Organisations Intergouvernementales

ONG: Organisation Non Gouvernementale

ONU: Organisation des Nations Unies

OPEX: Opération Extérieure

PIB : Produit Intérieur Brut

RCA : République Centrafricaine

RDC : République Démocratique du Congo

UA : Union Africaine

UE : Union Européenne

INTRODUCTION

La République Centrafricaine (RCA) a connu des crises sociopolitiques à répétition depuis la disparition tragique du feu fondateur Barthélémy BOGANDA une année avant la proclamation de l'indépendance. Souvent ce pan de l'histoire politique de la société centrafricaine est ignoré ou tout simplement mis en veilleuse par les observateurs et analystes extérieurs peu avertis des affaires centrafricaines. Ce qui empêche une compréhension diachronique et holistique des causes d'errements historiques de ce pays à travers des cycles de violence à connotation identitaire. Pour rappel, BOGANDA n'avait pas fini d'asseoir son projet de société devant conduire à la construction d'une nouvelle nation centrafricaine intégrant les autres colonies de l'AEF. Disparu tragiquement dans un crash d'avion le 29 mars 1959 sous l'occupation coloniale française (un an avant l'indépendance), il n'avait pas donné l'opportunité aux Centrafricains de rêver, ni d'expérimenter les piliers de sa pensée, à savoir nourrir, loger, vêtir, soigner, éduquer. Aussi faut-il le dire, il n'avait pas pu réajuster sa vision politique ni construire une équipe dynamique, mieux informée, mieux éclairée pour la relève. Sa disparition brutale a été vécue comme une hécatombe pour les populations oubanguiennes et surtout pour la jeune classe politique de l'époque. Il avait laissé, à ses successeurs, un héritage très compliqué, hors de la portée de leurs mains. Depuis lors, la RCA s'est trouvée plongée dans une longue période d'instabilité qui dure déjà plus de cinquante années.

Au plan politico-sécuritaire, la RCA n'a connu qu'une expérience très limitée des institutions démocratiques au sens du droit

public. Les structures politiques dans leur grande majorité souffrent d'un manque criard de légitimité et/ou de légalité. Ainsi, en lieu et place des urnes, les mutineries, les rebellions et les coups d'État, soit cinq à ce jour (1965, 1979, 1981, 2003 et 2013), ont été érigés en mode privilégié d'accession au pouvoir. Tous ces cycles de crises sont la résultante de l'échec politique de la construction d'un État de droit et d'une citoyenneté centrafricaine à bâtir sur les résiliences de l'histoire et de la culture nationale. La défaillance du système judiciaire, quasi inexistant en dehors de la capitale Bangui, a créé un climat d'impunité propice aux expéditions guerrières et atrocités insoutenables. Le poids du passé est tout aussi déterminant pour comprendre ces crises à répétition. Les résistances communautaires à l'administration coloniale et aux esclavagistes musulmans Peuls à partir du 19^e siècle ont laissé en héritage une culture de la résistance populaire et de l'autodéfense qui perdurent jusqu'à nos jours à travers les milices villageoises d'autodéfense, dont les Anti Balaka n'en sont qu'un avatar. À ces causes endogènes se sont ajoutées les rivalités, les ambitions et dérives géopolitiques et géostratégiques dans un contexte de démonstration de puissance économique ou encore des rapports de proximité et de positionnement par rapport à la France et des pays pétroliers émergents de la sous région de l'Afrique centrale (cas du Gabon sous BONGO, du Tchad avec DEBY et SASSOU du Congo). L'arrivée de Faustin Archange TOUADERA à la présidence de la République en 2016 au terme d'une élection a constitué un bref moment d'espoir, vite dissipé par la remontée des violences et de l'insécurité sur le territoire centrafricain.

Le foisonnement des groupes armés disséminés sur l'ensemble du territoire en lieu et place des forces armées centrafricaines démantelées contribue à créer au sein des populations un climat d'insécurité permanent.

Au plan socio-économique, la couverture d'une partie des besoins de 1,6 million de personnes en 2017 est estimée à 399,5 millions de dollars, en vue d'assurer la survie des populations, leur protection, et leur accès aux services sociaux de base et aux mécanismes de subsistance (Rapport UNOCHA, 2016). La découverte de nouvelles richesses et un gouvernement faible ont engendré la corruption et une lutte pour le contrôle des pierres précieuses et d'autres ressources naturelles. Aujourd'hui, la RCA est 20 fois plus pauvre qu'il y a 40 ans. Dans les années 70, elle comptait plus de 460 entreprises industrielles, elle en a moins d'une dizaine aujourd'hui. En 1970, il avait une université pour 1000 étudiants, aujourd'hui, il a toujours une université pour plus de 20 000 étudiants. En 1970, le PIB avait franchi le cap de 400 US\$ par tête d'habitant, à ce jour il est à moins de 100 US\$. Curieusement, cette descente aux enfers n'émeut personne. Les régimes se succèdent chaque cycle de 10 ans. Mais tous attendent des partenaires au développement les solutions aux immenses défis quotidiens. Ils ont toujours les yeux rivés, vers la Banque Mondiale, le FMI, l'Union Européenne, les Nations Unies ou encore vers Paris.

Au plan humanitaire, la prise du pouvoir par les rébellions armées en 2003 par François BOZIZE et récemment en 2013 par la coalition Seleka avec Michel DJOTODIA, a en-

trainé une intensification des viols sexuels. En 2015, on a dénombré 693 femmes violées et au cours du premier semestre 2016, 501 cas dont 81 sur mineurs avaient déjà été comptabilisés. Cette situation sécuritaire a entraîné plus de 500 000 déplacés et 70 000 réfugiés. En effet, à la fin de l'année 2015, on ne dénombrait plus que 450 000 personnes déplacées et à la fin du mois de septembre 2016, 384 884, soit une diminution de 14,27%. *A contrario*, le nombre de personnes réfugiées dans les pays limitrophes a augmenté de 2,24 %, passant de 442 069 en juillet 2015 à 467 960 en septembre 2016. La déliquescence de la situation sécuritaire se résume ainsi dans la forte insécurité alimentaire, la violation des droits de l'Homme, le recrutement d'enfants-soldats, viols, meurtres, etc. Depuis lors, le pays fait face à une insécurité multidimensionnelle persistante (politique, sécuritaire, économique, sociale, humanitaire...) avec des fortes ramifications au plan régional et international.

Dans ces circonstances, toutes les initiatives tant internes qu'internationales menées jusqu'ici pour pacifier la RCA font preuve d'impertinence au regard de leur caractère vain. En effet, la RCA a accueilli plus d'une dizaine d'opérations internationales de maintien de la paix et jusqu'ici on est loin d'avoir atteint ne serait-ce que ce maintien tant la consolidation de la paix paraît difficile. Ce texte envisage donc, aux fins de comprendre pour agir, d'identifier les différents acteurs et leurs liens à la crise, les dynamiques crisogènes et d'émettre des recommandations pour une paix structurelle en République Centrafricaine.

Chapitre I : LES ACTEURS DE L'INSTABILITÉ DE LA RCA : ENTRE INTÉRÊTS ET DÉSINTÉRÊTS POUR LA CONSTRUCTION D'UNE PAIX DURABLE

En plus des acteurs internes, les conflits en RCA se sont potentialisés ou envenimés des expériences et de la participation de certains acteurs extérieurs, notamment des pays étrangers et des organisations internationales.

1- Les acteurs internes : intérêts, motivations et capacité d'action ou de nuisance

La sociologie de la conflictualité centrafricaine révèle une pluralité d'acteurs aux intérêts qui se croisent et s'entrecroisent sous le prisme de l'obtention de gains politiques et/ou financiers. Cette pléthore d'acteurs n'empêche pas d'opérer une typologie en fonction des champs dans lesquels sont implémentées leurs actions. C'est dans cette perspective que l'on distingue : des acteurs politico-sécuritaires, militaires et d'autres entités présentes dans le système politique centrafricain.

a- Les acteurs politico-sécuritaires

Les acteurs politico-sécuritaires liés à l'instabilité en République centrafricaine regroupent les membres de la classe politique dirigeante et ceux de l'opposition.

Concernant l'élite politique, elle a toujours contrôlé et influencé la gestion du pouvoir politique au plan national. On y trouve dans

cette catégorisation d'acteurs le Président, les membres du gouvernement et assimilés, les hauts-commis et fonctionnaires de l'administration centrale, l'élite intellectuelle politisée ainsi que l'élite militaire. Toute cette classe politique en RCA est caractérisée par l'absence de leader capable d'influencer, de motiver, d'anticiper, de pousser les Centrafricains et les Centrafricaines à réaliser leurs objectifs afin de répondre aux besoins du changement. La persistance d'une forte culture d'opacité, de prédation et d'impunité avec l'absence de leader capable de rendre compte de ses obligations et d'être une interface sérieuse entre les prestataires des services publics et les citoyens caractérisent également cette classe politique. Il y a par ailleurs les déficits de capacité à gérer les crises et changements politiques. Dans ce pays, les dynamiques de changements politiques s'inscrivent le plus souvent dans un cercle vicieux qui draine sans cesse des tourbillons de violences, de corruption, de népotisme, de haine et d'insécurité.

En RCA, l'élite intellectuelle politisée a cessé d'être créatrice de lumière, de connaissances nouvelles, là où l'opacité empêche les populations, la classe politique et les dirigeants au pouvoir de faire une lecture objective des faits sociaux et de comprendre l'évolution et le devenir des sociétés humaines. Les préjugés liés aux privilèges immédiats de la classe politique au pouvoir ont détourné l'élite intellectuelle centrafricaine de « rêver ». *Elle cesse ainsi de mettre en œuvre son génie créateur au service d'une nation en décadence. Ses manières de faire la politique et les buts poursuivis par les intellectuels politisés ou politiciens sont en déphasage avec les attentes et aspirations légitimes de la société*

centrafricaine. Ses alliances contre nature et les acteurs politiques (gouvernement et opposition armée) ont dramatiquement amplifié et complexifié les chemins de sortie des crises en RCA.

L'opposition politique est toujours demeurée un contrepoids du gouvernement. Contrairement à l'opposition armée, celle-ci a opté pour une conquête démocratique du pouvoir, par les moyens légaux et surtout sans user de la dissuasion au moyen des armes. Si cela est au mérite de l'opposition politique centrafricaine, il n'en demeure pas moins qu'elle connaît ses tares essentiellement provoquées par des motivations et intérêts individuels pour la quête du pouvoir. De nombreux partis politiques se réclamant du pouvoir ou de l'opposition en RCA n'ont pas un mandat clair, articulé autour d'une vision ou d'un rêve commun centrafricain à offrir aux citoyens. Ils ne proposent pas de mesures de performance permettant de mieux apprécier l'impact de leurs discours. À cela s'ajoute leur incapacité stratégique à traduire leurs discours dans la réalité. Les capacités d'initiatives de l'opposition politique civile en Centrafrique ne reposent pas sur des fonctions transparentes, mais plutôt sur le clientélisme. En somme, la responsabilité des partis politiques de l'opposition dans la crise centrafricaine repose d'une part sur leur incapacité à proposer et constituer des alternatives viables aux élites dirigeantes et d'autre part à jouer son rôle dans la formation de l'opinion publique. Comme dans la plupart des pays africains, la multiplicité des partis politiques en RCA traduit l'absence de vision commune ou de projet politique construit et partagé par une grande majorité de la

population. On retrouve au sein de ces formations majoritairement des membres dont le principal critère d'adhésion est la proximité ethnotribale avec le leader du parti. C'est ainsi qu'à l'aube des échéances électorales, entre 2014 et 2015, la classe politique centrafricaine enregistrait 69 partis politiques reconnus et 21 en cours de reconnaissance. Cette pléthore de partis politiques n'a en rien freiné l'arrivée de la Seleka et du régime de DJOTODIA dont l'usage de la violence a instauré une peur générale au sein de la population. Par ailleurs, la classe politique centrafricaine a su entretenir les tensions sociales, intercommunautaires et religieuses issues du conflit entre les Seleka assimilés à tort ou à raison aux musulmans et les anti-balaka assimilés aux chrétiens, sinon aux non-musulmans, avec l'appui de certains acteurs de la société civile et des médias, notamment internationaux.

b- Les acteurs militaires et paramilitaires : Les Forces de défense et de sécurité (FDS) et les groupes armés

L'amélioration de la situation sécuritaire en Centrafrique demeure largement préoccupante en raison de la montée des violences aussi bien à Bangui que dans l'ensemble des provinces. Deux raisons peuvent l'expliquer. D'une part, l'absence d'une force légale et légitime sur laquelle devrait s'appuyer l'État pour assurer la sécurité du territoire et des populations centrafricaines et d'autre part, la prolifération et la violence des groupes armés constituant la perte du monopole de la violence légitime.

Les FDS sont certainement et paradoxalement la source de l'instabilité politique et

de la violence sociale en RCA. Beaucoup de chefs rebelles sont issus des forces armées centrafricaines (FACA) et de l'élite politique. L'explication du chaos centrafricain peut donc largement trouver son fondement dans l'effondrement du secteur de la sécurité et de la défense. Les FACA ont souvent été en déphasage avec la plupart des gouvernements du fait que les présidents essayent chaque fois d'imposer leurs hommes de confiance, qui plus est, sur une base ethnique afin d'asseoir leur autorité. Ne peut-on que gouverner sur une base ethnique ? Si gouverner consiste à gérer les différences, faire preuve d'universalité ne serait-il pas asseoir de fait, son autorité sur l'étendue du territoire national ? Ces interrogations suggestives ne sont pas naïves. En se référant même à l'évolution historique politico-sécuritaire de la RCA, le constat n'est pas érudit : gouverner sur une base sectaire est nuisible pour les gouvernés et nocif pour les gouvernants.

L'opposition politique armée par différenciation à l'«opposition démocratique» désigne une élite qui en plus des moyens de conquête démocratique du pouvoir, dispose également d'une force armée. Il s'agit d'une stratégie janusienne avec d'un côté, une face légale et d'un autre, une face illégale obscure menaçante. Si l'on remonte même jusqu'en 1981, un parti politique était impliqué dans l'attentat du 14 juillet contre le Cinéma Club de Bangui, en guise d'hostilité au pouvoir de David DACKO, considéré comme pistonné par la France. Aussi, le Rassemblement démocratique centrafricain (RDC) d'André Kolingba a eu un rôle import-

ant dans les mutineries qui ont eu lieu en 1996 et 1997, ainsi que la tentative de coup d'État du 21 mai 2001 contre le Président Ange-Félix PATASSE. Ce dernier lui-même aurait contribué à la création en 2006, de l'Armée Populaire pour la Restauration de la République et la Démocratie (APRD), un groupe armé dirigé par Jean-Jacques DEMAFOUTH, autre personnage intrigant, qui a joué un rôle majeur dans la transition de SAMBA-PANZA. On peut aussi noter le soutien très probable du Président BOZIZE et son parti le Kwa Na Kwa (KNK – le travail, rien que le travail) aux Anti Balaka, en représailles aux Seleka qui l'avaient évincé du pouvoir en 2013.

S'agissant des groupes armés, ils font aujourd'hui partie du paysage politico-sécuritaire, car le recours à la force est considéré en RCA comme une stratégie très efficace pour accéder aux plus hautes fonctions de la République. Ces groupes ont longtemps servi de bras armés aux hommes politiques pour conquérir le pouvoir ou sous-traiter certaines missions régaliennes de sécurité telles que la lutte contre les bandes armées et groupuscules criminels repliés dans l'arrière-pays. Aujourd'hui la nature de regroupements varie ou mue en fonction des opportunités. Ainsi on retrouve dans ces divers mouvements armés, des membres issus des milices d'autodéfense, des coupeurs de route ou des ex-membres des FDS. En effet, au fil de son histoire, la RCA a connu divers mouvements armés à l'origine de multiples rébellions, mutineries et coups d'État. Entre 2002 et 2017, on a enregistré au moins 14 groupes armés.



Source : jeuneafrique.com Centrafrique – JeuneAfrique.com 2013

Mais si avant 2012, les groupes d'opposition armée n'affichaient que des ambitions politiques et territoriales étriquées, le renversement du Président BOZIZE en 2013 va constituer un tournant décisif. Ainsi profitant des zones grises dues à l'absence de l'État dans certaines localités du pays, les actions des groupes armés vont proliférer de façon exponentielle afin de s'élargir et consolider leur sphère d'influence. En 2014, la Seleka, les Anti-Balaka et le LRA contrôlaient une grande majorité du territoire centrafricain. Ils se sont ainsi livrés à plusieurs activités relevant de la souveraineté de l'État, donc illicites et souvent criminelles : exploitations minières et contrebande de diamants ; prélèvement d'impôts parallèles sur les mines, l'agriculture et autres commerces présents sur les territoires sous leur contrôle, à l'instar des éleveurs qui étaient parfois assassinés et souvent volés à hauteur de 1 500 bœufs par semaine, soit environ 750 millions de FCFA/semaine, 3 milliards/mois,

36 milliards/an. Aussi, l'établissement des barrières routières pour racketter les usagers avec près de 40 barrières entre Bangui et Bambari avec notamment l'obligation de tous les passants de payer suivant son niveau social. Par exemple 150 000 à 200 000 FCFA pour les grumiers reliant le sud-ouest.

Par ailleurs, on assiste à un phénomène que l'on pourrait qualifier « d'alliance contre nature ou incestueuse ». Il s'agit de mouvement d'implosion/dislocation et de recomposition/reconstruction, ou encore de nouvelles formes d'alliance entre factions opposées. En effet, des grands groupes comme la *Seleka* et les *Anti Balaka*, et certains d'entre eux se sont transformés au moyen de dislocation interne et de recomposition/alliance avec d'autres fragments de milice, en des milices à part entière, rémunérées par les communautés locales ou des opérateurs économiques pour assurer leur protection, remplaçant ainsi l'appa-

reil de sécurité de l'État. D'autres se sont même octroyés dans certaines localités, les attributs du pouvoir judiciaire, exigeant une rémunération pour leurs services en tant que procureurs et magistrats locaux, ce qui a davantage affaibli la légitimité des institutions étatiques y afférant (Plan national de relèvement et consolidation de la paix 2017 – 2021).

In fine, on a des intérêts entre le gouvernement (État) et les groupes armés qui sont donc en constante contradiction, avec en prime une fragmentation des groupes armés dont les entités qui en ressortent produisent des alliances avec d'autres entités issues d'un même processus ; ce qui complexifie davantage la compréhension des facteurs de la crise et donc la recherche des solutions.

c- Les autres acteurs

Sous l'appellation « les autres acteurs » se classent les organisations de la société civile, les leaders religieux, les cercles ésotériques et la jeunesse. Tous ont eu à jouer, à des périodes et selon les régimes politiques successifs, des rôles manifestes ou latents dans la reproduction cyclique des crises en RCA à travers des jeux d'alliance et de contre-alliance. En dépit des efforts consentis pour calmer les tensions intercommunautaires et religieuses, la société civile centrafricaine demeure divisée entre d'une part, ceux qui rêvent d'une société centrafricaine démocratique et pacifique et d'autre part, ceux qui souhaitent un positionnement à des postes clés dans l'arène politico-administrative afin de profiter des prébendes. La poussée démographique des organisations de la société civile n'a pas répondu aux espoirs et attentes de la population centrafricaine.

Grand nombre d'entre elles sont concentrées dans la capitale et sont moins proactives dans la mobilisation citoyenne, dans l'apprentissage de la démocratie et la communication sociale pour un changement durable de comportement. De nombreux d'entre elles n'ont pas une vision commune et partagée autour des défis sociaux urgents et prospectifs. Cette faiblesse réside dans le profil sociologique souvent hétéroclite des acteurs qui animent ces structures, car ayant des attentes diverses. On y trouve un grand nombre de jeunes diplômés sans travail, des fonctionnaires ayant des fins de mois difficiles, des employés du secteur privé, des déçus et déçus des partis politiques reconvertis dans le social. Ils utilisent l'espace d'expression de la société civile comme un tremplin pour la construction de promotion sociale, économique ou politique.

Aussi faut-il le dire, les espaces religieux et surtout les cercles ésotériques très prolifiques en RCA (Rose Croix, Franc-maçonnerie, Lion's Club, etc.) ont impacté sur la faculté de penser et la capacité d'agir comme acteurs en marquant le cours de l'évolution politique tumultueuse de la société centrafricaine. Leurs adeptes et partisans s'opposent et même se combattent politiquement par écoles interposées lors des crises et dans les médiations sous régionales en vue d'un positionnement sur l'échiquier politique pour accéder à des hautes fonctions de l'État. Si la position de ces cercles ésotériques n'est pas cernée jusqu'ici et que leur impact sur la psychologie sociale n'est pas clairement défini, il n'en demeure pas moins que leur rôle n'est pas neutre dans la crise en RCA. D'ailleurs leur expansion serait à la fois cause et conséquence de la persistance de la crise centrafricaine.

Enfin, il y a aussi la jeunesse centrafricaine. La question de son éducation et promotion comme acteur de développement n'a pas été efficacement prise en main par les pouvoirs publics. La situation sociale des jeunes en RCA est aujourd'hui marquée par des manipulations et promesses politiques fallacieuses. On assiste depuis 1990 à une instrumentalisation politique des jeunes à travers des enrôlements incitatifs dans les milices et groupes armés hétéroclites. Ils constituent des proies faciles pour les gourous de tous bords prêts à les enrôler dans les mouvements militaro-politiques et milices (Karako, Balawa, COCORA, COAC, Anti Balaka, Seleka). Une bonne partie de la jeunesse désœuvrée et laissée pour compte profite aujourd'hui de l'anarchie pour tirer les moyens de survie.

2- Les acteurs externes

En raison de sa contiguïté géographique avec d'autres pays (position géopolitique centrale), de la porosité de ses frontières, du double fait de la présence insuffisante de l'État et des liens ethnoculturels de part et d'autre de ses frontières (Tchad, Soudan, Congo-Kinshasa et Cameroun notamment), le conflit en RCA entretient des rapports directs avec l'insécurité dans les sous-régions d'Afrique centrale et orientale. Par ailleurs, l'histoire centrafricaine est marquée par l'omniprésence d'acteurs extérieurs (États et Organisations internationales) dans la conduite des affaires du pays. On peut donc distinguer dans cette catégorie deux grands types d'acteurs externes : les Etats (voisins ou non) et les Or-

ganisations Intergouvernementales (OIG – continentales et internationales).

a- Les acteurs étatiques

Parmi les États qui pour des raisons d'intérêts divers (économiques, géopolitiques, géostratégiques, etc.) interviennent souvent en RCA de façon officielle ou officieuse, on peut s'attarder sur le Tchad et la France, sans pour autant omettre d'autres acteurs loin d'être négligeables (Cameroun, Congo, Soudan, Afrique du Sud et USA).

- Le Tchad

Il est sans doute l'un des pays africains très présents dans la crise centrafricaine pour des raisons d'ordre géographique, historique, culturel, économique, politique et sécuritaire. En effet, les échanges entre le Tchad et la RCA remontent à plusieurs siècles. L'influence militaro-politique tchadienne en RCA a commencé depuis l'arrivée du pouvoir de DEBY en 1990 qui porte à bout de bras des rebelles sur le territoire national. Certains observateurs n'hésitent pas à affirmer qu'avec son implication directe dans la crise centrafricaine, le Tchad considère la Centrafrique comme sa 24^{ème} région. Le Général François BOZIZÉ a eu la caution politique et l'appui militaire de son homologue Tchadien, Idriss Déby ITNO pour mettre fin au régime démocratiquement élu d'Ange Félix Patassé en 2003. Mais dix années plus tard, le même fournit des moyens aux groupes rebelles pour le renverser. En effet, une prospection menée par la société américaine *Western Geophysical* en 1993, avait établi que le Tchad et la Centrafrique partageaient un même

réservoir d'hydrocarbures, constitué par les fosses sédimentaires de Doba au Nord, voisines des bassins de Doséo et de Salamat (« Les dynamiques de la crise centrafricaine », *Libération*, 10 janvier 2014 ; voir aussi ministère centrafricain des Mines, du Pétrole, de l'Énergie et de l'Hydraulique, « Aperçu sur le potentiel minier de la République centrafricaine »). Cependant, il est légitime de s'interroger si le Tchad n'a pas intérêt à ce que la crise se perpétue en RCA (mais loin du nord) ? Parce qu'une RCA en crise lui permet quand même de pouvoir continuer d'exploiter seul ce réservoir naturel commun.

Le Tchad a des ambitions géopolitiques et géostratégiques. De fait, il cherche à se positionner comme une puissance sous-régionale en Afrique centrale. Cette volonté se traduit à travers la participation de forts contingents tchadiens en appui des forces continentales et internationales présentes en RCA. Dans le même registre s'inscrit la lutte permanente de leadership entre les présidents Idriss DEBY du Tchad et Denis SASSOU NGUESSO de la République du Congo. On en veut pour preuve leur désaccord sur les feuilles de route de sortie de crise, notamment au sujet de l'amnistie pour les ex-rebelles proposée par le Président tchadien et qui semble avoir un écho favorable du côté de l'Union Africaine.

- La France

La France a des liens forts avec la RCA du fait: de la colonisation, de la francophonie, de la zone franc, des accords de défense, de la coopération militaire et de la présence du groupe énergétique Areva. En effet, elle a joué un rôle historique majeur en RCA, au

plan politique, dans le soutien des chefs d'État comme David DACKO et Barthélemy BOKASSA. De même, au plan sécuritaire, elle est militairement intervenue dans les crises centrafricaines à la fois dans un cadre d'action bilatérale ou multilatérale. À ce titre, on peut citer : l'opération « barracuda » de 1979 qui mit fin à l'empire de BOKASSA et installa DACKO à la présidence ; les opérations « Furet » et « Almandin 1, 2 et 3 » aux côtés des FACA pour protéger le Président PATASSE menacé par les mutineries de 1996, les missions EUFOR-Tchad/RCA 2007 puis, EUFOR-RCA 2014 (sous pavillon de l'Union Européenne) ; la force Sangaris en 2013 (sous mandat de l'ONU) aux côtés de la Mission internationale de soutien en Centrafrique sous conduite africaine (MISCA). En définitive, l'intervention française dans la quête de la stabilité en RCA dans un contexte de crise complexe et répétitive ne pouvait être que salutaire, là où par ailleurs d'autres pays de la communauté internationale n'y trouvaient pas d'intérêts stratégiques à préserver.

Cependant, la France estime qu'elle « a largement rompu avec la Françafrique, n'agit qu'avec la légalité onusienne et la légitimité du soutien de l'Union Africaine ». Ce sont pourtant ces mêmes liens qui font douter les Centrafricains sur la sincérité et l'humanisme total de la France dans sa participation à la résolution de la crise. Tout de même, il serait naïf de penser que les Opex en Centrafrique ou ailleurs ne sont fondés sur aucun intérêt ! Cet attrait de la France pour la RCA n'est donc pas gratuit. Ceci n'est pas forcément pour soutenir la grille d'analyse de la « França-

frique », mais plutôt pour réaffirmer que les relations entre États sont des rapports d'intérêts. Dans le cas centrafricain, ces intérêts peuvent être situés à trois niveaux : économique, géostratégique et géopolitique.

Sur le plan économique, même si les échanges commerciaux entre la RCA et la France ne sont pas colossaux et que le géant groupe Areva a renoncé à exploiter l'uranium dans l'est pour lequel il avait signé un accord en 2008 avec la RCA, il existe néanmoins des intérêts économiques à préserver pour le futur. Il s'agit de ceux de France Télécom installée depuis 2007 à Bangui et le groupe Bolloré qui gère le terminal porte-container du port de Bangui. L'intérêt de maintenir ces relations économiques dans des domaines stratégiques (communication et transit commercial) résulte du fait que la France espère ne pas être totalement déconnectée de la RCA à l'heure où le continent africain et particulièrement l'Afrique subsaharienne francophone est en pleine croissance (3.7% en 2016 selon la Banque mondiale), et connaît la concurrence de plusieurs pays comme le Brésil, la Chine, la Turquie, etc. également attirés par le continent. De plus, loin des questions minières qui n'ont fait que trop d'échos, d'aucuns affirment qu'ils y auraient des liens entre des sociétés d'exploitation forestière françaises et des groupes armés locaux. Cela nous rappelle bien l'affaire

Lafarge où le groupe Lafarge est soupçonné d'avoir indirectement financé l'État Islamique en Syrie en 2013.

L'intérêt géostratégique quant à lui, est davantage régional. Du fait de la position centrale du territoire centrafricain, enclavé entre les pays où la France a beaucoup d'intérêts divers (le Cameroun, le Tchad, le Congo et le Gabon qui n'est pas très loin), une zone grise à cet endroit constituerait une immense base arrière pour tous les groupes armés présents au Tchad, au Soudan, en RDC, etc., et constituerait *de facto*, une menace pour l'ensemble de la région et des pays où la France a des intérêts directs et importants.

Enfin, l'intérêt géopolitique de la France est celui qui a toujours motivé toutes les grandes puissances, à savoir la projection des forces. En effet, membre du Conseil de Sécurité de l'ONU et soucieuse d'avoir une stature internationale toujours rayonnante, la France n'hésite pas à être à l'initiative des résolutions onusiennes comme la résolution 2127 et les opérations de l'Union Européenne. Il s'agirait même en plus, d'une sorte de communication simiesque, par laquelle à travers ses manœuvres militaires en RCA elle entend bien conserver l'Afrique centrale dans sa zone d'influence. L'intervention de la France n'est donc pas neutre, tout comme celle des autres États impliqués dans la crise.



Source : humanité.fr, « Centrafrique : Djotodia parti, la crise reste à résoudre », 2013

- Le Soudan et le Sud-Soudan

Les conflits armés au Soudan avec la rébellion de John GARANG ont favorisé l'afflux de milliers de réfugiés en Centrafrique avec des incidences sur la sécurité. Aussi, des miliciens soudanais, tout comme le Tchad, ont favorisé l'arrivée au pouvoir de Michel DJOTODIA.

- L'Ouganda

L'Ouganda est menacé par la LRA établie au sud de la RCA. En 2013, les troupes armées ougandaises sont donc déployées au sud-est de Centrafrique avec les forces spéciales américaines, pour lutter contre la LRA.

- L'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud quant à elle, est un acteur extérieur à la sous-région d'Afrique centrale. Toutefois, elle souhaite s'affirmer en tant que puissance continentale en se

forgeant une doctrine d'intervention sur tout le continent. Elle disposait d'un contingent de 400 hommes à Bangui dans le cadre d'un accord bilatéral signé avec la RCA en 2007, sous forme d'un mémorandum sur la formation du personnel militaire. Et d'ailleurs, après que le Président DEBY ait retiré ses forces armées affectées à la sécurité de BOZIZE en septembre 2012, ce dernier s'est tourné vers l'Afrique du Sud pour assurer sa protection. La chute de BOZIZE a causé des tensions politiques sur la scène nationale sud-africaine au point que le président Jacob ZUMA aurait diplomatiquement milité pour obtenir le départ de DJOTODIA du pouvoir.

b- Les Organisations Intergouvernementales dans la gestion de la crise

De 1997 à ce jour, la RCA a enregistré treize missions de maintien de la paix d'où cette appellation « terre de contingents de paix ».

On peut regrouper les OIG qui se sont intéressées à la crise centrafricaine en deux catégories : les organisations extracontinentales et celles intracontinentales.

- Les initiatives internationales dans la crise centrafricaine

Par initiatives internationales, il s'agit précisément des missions de maintien de la paix conduites par les Nations Unies ou par une force multinationale autre qu'africaine comme l'Union Européenne.

À ce titre, on peut relever pour les missions onusiennes : la Mission des Nations-Unies en République Centrafricaine (MINURCA, 1998-2000) ; le Bureau des Nations-Unies pour la consolidation de la paix en République Centrafricaine (BONUCA, 2000-2010) ; Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République Centrafricaine (BINUCA, 2009); la MINUSCA en remplacement de la MISCA, depuis 2014.

Les missions de l'Union Européenne (UE) : European Union Forces (EUFOR) TCHAD/RCA de 2007 à 2009, EUFOR-RCA de 2014 à 2015, EUMAM-RCA (Mission militaire européenne de conseil en RCA) depuis 2015, EUTM (Mission de formation de l'Union Européenne en République Centrafricaine) depuis 2016.

Ces forces internationales sont d'une aide importante et jusqu'à présent incontournable ou plutôt (in)contournée par les initiatives africaines.

- Les initiatives africaines dans la crise centrafricaine

Pour ce qui est des initiatives africaines, on peut citer : la Mission interafricaine de surveillance des Accords de Bangui (MISAB de 1997 à 1998), le rôle de la CEN-SAD de 2001 à 2003, la FOMUC (allégeance à la CEMAC) de

2002 à 2008, la MICOPAX (sous les auspices de la CEEAC) de 2008 à 2013 et la MISCA (mission internationale, mais sous conduite africaine) de 2013 à 2014.

Il faut bien avouer avec Roland MARCHALL que l'implication des pays de la région dans la crise centrafricaine reste marquée du sceau d'une grande ambivalence et laisse perplexe. La FOMUC était censée s'interposer entre l'armée du Président PATASSE et les combattants de François BOZIZE, sans succès. Après la prise de pouvoir par BOZIZE, les Africains changeaient de casques avec le changement de cette force en MICOPAX, sous le commandement de la CEEAC. On assistait passivement à l'arrivée au pouvoir de la *Seleka* en 2013 et aux multiples exactions sur la population qui s'en suivirent. Ce qui laisse percevoir un manque de coordination, voire une contradiction entre la CEMAC et la CEEAC.

Ainsi, la MICOPAX à la différence de la FOMUC, avait une triple composante militaire, policière et civile. Son mandat consistait à consolider la paix, coordonner l'aide humanitaire, veiller au respect des droits de l'homme, aider à développer le processus politique pour le dialogue, la réconciliation nationale et l'organisation des élections, etc. Dès l'offensive de la *Seleka* en 2012, elle a quand même convoqué un sommet extraordinaire à Ndjamena le 21 décembre 2012, qui a décidé de la constitution en urgence d'une force d'interposition de la MICOPAX, accompagnée par la compagnie tchadienne déployée à Damara pour renforcer les effectifs. De ce sommet naîtront des accords de cessez-le-feu qui ne seront pas respectés. Rien d'étonnant à cela pour deux raisons au moins. La première est la présence d'un fort contingent des forces armées tchadiennes

dont les paradoxes ont déjà été exposés (*supra*). La deuxième est la difficulté pour la CEEAC à pouvoir faire respecter les décisions sous-régionales si elle est incapable de fonctionner normalement elle-même. En effet, à cette période, le budget annuel de la MICOPAX était d'environ 30 millions d'Euros, dont près de 50% avaient été supportés par l'UE (en équipement et logistique) et 20% devaient être supportés par les contributions des États membres, qui n'ont pas versé suffisamment pour couvrir les salaires et les coûts de fonctionnement de la composante civile.

La MISCA quant à elle, est déployée à l'initiative de l'UA, en collaboration étroite en amont avec l'ONU et en aval avec la CEEAC. Cette décision part d'une bonne intention : aider le gouvernement transitoire centrafricain à sécuriser son territoire et soutenir un pays frère « délaissé » par

la communauté internationale. Cependant, prévue pour le 1^{er} août 2013, elle ne sera déployée que le 19 décembre 2013, attestant de fait l'assertion de Mathias Éric OWONA NGUINI selon laquelle, mettre le temps en équation reste un défi stratégique et historique pour l'Afrique centrale. Elle sera alors soutenue par les 2 000 hommes de la force française « Sangaris » et les 600 hommes de la force EUFOR de l'UE. Si l'une des plus grandes réussites de la MISCA était la sécurisation du corridor entre Bangui et le Cameroun, point névralgique de l'économie centrafricaine et l'acheminement de l'aide humanitaire, elle n'a pas réussi à réconcilier les belligérants, encore moins à stopper les tueries et exactions contre les civils. Il fallait se rendre à l'évidence, 7 000 hommes (toutes les forces comprises) pour couvrir un territoire d'environ 623 000 km² en conflit ou post-conflit, étaient très insuffisants.



Source : grotius.fr/cours-d-histoire-comprendre-crise-centrafricaine/2013

CHAPITRE II : DYNAMIQUES DU CONFLIT CENTRAFRICAIN DANS UN ÉTAT EN « SITUATION DE FRAGILITÉ »

Il faudrait partir d'un postulat dont l'évidence, fait débat : la RCA est un État. Il est vrai que si on se résout à une acception juridique, il est un État parce qu'il bénéficie d'un territoire, d'une population et d'un gouvernement même si celui-ci n'est pas perpétuel ou stable et légitime. Cependant, sa position en tant qu'État est fragilisée par l'absence ou la décadence de l'élément con-

substantiel nécessaire à sa définition en tant qu'État c'est-à-dire la souveraineté. En effet, ranger la RCA comme État signifie le considérer comme un Léviathan détenteur de la violence physique légitime. Or, une endoscopie de la situation sécuritaire de ce pays révèle que l'exercice de la violence est concurrencé par divers acteurs de l'instabilité. D'où la nécessité d'analyser les facteurs de durabilité de la crise dans ce pays, et de formuler des pistes d'intelligibilité nécessaire à une pérennisation du maintien de la paix, afin d'aboutir à une situation de paix consolidée.



Source : expert FES, Bangui, 2013

1- Analyse des facteurs de durabilité de la crise : la RCA un État « failli » ou en « situation de fragilité » ?

La Centrafrique serait peut-être qualifiée d'État « failli » – non pas que le terme soit reluisant – si au moins depuis son indépendance en 1960, il avait un tant soit peu, fonctionné normalement. Dès 2015, le rapport de l'OCDE propose un nouveau cadre de suivi multidimensionnel de la fragilité axé sur cinq dimensions : violence, justice, institutions, fondamentaux économiques et résilience. Selon les crises, les facteurs politiques, économiques, militaires, idéologiques ou religieux seront prépondérants et ceux-ci se combinent différemment pour donner une spécificité à une crise. S'agissant de la crise en RCA, tout semble indiquer que les indicateurs sont au plus bas.

a- La vulnérabilité politique interne du pays

L'un des défis primordiaux du mandat du président TOUADERA, c'est d'assurer la sécurité et de restaurer l'autorité de l'État sur tout le territoire centrafricain. Le manque de capacité et l'absence de représentants de l'État dans certaines régions ne permettent pas le développement de services sociaux de base. Ces missions sont en grande partie assurées par les organisations humanitaires et religieuses. Les acteurs humanitaires couvrent environ 50% du territoire centrafricain dans leur action d'appui aux structures sociales étatiques et d'assistance à la population (*Rapport UNOCHA, op.cit.*). D'ailleurs, il y a quelque temps encore, le Président de la République n'était pas capable de se déplacer sur tout le territoire national. Tout le nord du pays étant aux mains des groupes

armés qui y étaient « souverains ». Aussi, étant sous embargo depuis la résolution 2127 de l'ONU, le gouvernement ne peut obtenir des armes. Pourtant, les armes circulent bel et bien entre les mains des groupes armés qui eux, par définition et de fait, ne se soucient guère d'une quelconque légalité dans leurs actions. La fin de « non-recevoir » de la communauté internationale pour la levée de cet embargo a jeté un froid sur le régime de transition de SAMBA-PANZA et reste un défi pour TOUADERA.

Par ailleurs, dans cette même lancée de fragilité de l'État centrafricain, mais sur un autre plan, il serait aussi difficile d'envisager une reconstruction par les fils du pays (appropriation locale) lorsqu'on a un taux d'alphabétisation des adultes de 37% (Rapport UNICEF 2016), amplifiant du coup le manque de cohésion sociale se traduisant par un système scolaire perturbé par une cacophonie d'acteurs divers et affamés. Comme le dit si bien un adage populaire : « ventre affamé n'a point d'oreilles » et donc de mémoire !

b- Fragmentation des groupes armés et exacerbation des tensions communautaires

La relative stabilité de la capitale Bangui ne devrait pas masquer la dégradation du climat sécuritaire dans les provinces. Pendant que le nord-ouest connaît une intensification sans précédent des activités criminelles, les tensions intercommunautaires s'accroissent dans le centre et l'est du pays sous fond de grande fragmentation des groupes armés. Environ 14 groupes armés contrôlent aujourd'hui près de 80% du territoire centrafricain.

La coalition de la « Seleka » qui s'était constituée en 2012 pour renverser le régime de BOZIZE s'est très vite fissurée trois mois après le coup d'État. Des rivalités ont opposé le Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) à l'Union pour la Paix en Centrafrique (UPC), deux grandes factions de l'ex-Seleka, pour le contrôle des zones d'influence et des ressources minières et caféières.

Les exactions et pillages attribués à l'UPC (majoritairement composée de Peuls) dans certaines localités méridionales et orientales du pays ont alimenté le sentiment anti-Peul. En représailles, des groupes d'autodéfense locaux se sont constitués, tissant parfois des alliances contre nature pour mener des attaques ciblées contre les communautés Peules, à l'instar de l'attaque de Bangassou du 13 mai 2017 qui a fait une centaine de morts. Les expéditions punitives contre les Peuls et les musulmans s'apparentent, dans le récit des seigneurs de guerre locaux, à une sorte de rite expiatoire pour conjurer le mal de la société centrafricaine, incarné par le « musulman étranger ».

La recrudescence des attaques consécutives à la décomposition des groupes armés entraîne d'énormes pertes côté civils, mais aussi au sein des Casques Bleus et du personnel humanitaire. Rares sont les ONG qui osent encore s'aventurer dans certaines provinces et plusieurs humanitaires ont stoppé leurs activités dans le nord du pays où les violences font rage. La tendance au factionnalisme qui traverse les groupes armés complexifie les négociations de paix et rend difficile l'opérationnalisation des Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement (DDRR). L'échec des projets de réunification

des groupes armés portés par certains médiateurs, comme l'Organisation de la coopération islamique (OCI) qui a œuvré en 2016 au rapprochement des factions de l'ex-Seleka, dévoile les profondes divisions qui travaillent les groupes armés. Toutefois, force est de constater que les récentes attaques ciblées contre les musulmans ont facilité le rapprochement entre l'UPC et FPRC avec des profondes motivations irrédentistes.

c- L'absence de mémoire collective

L'absence de mémoire traduit en fait la non-capitalisation des initiatives de paix et des acquis des innombrables foras, séminaires, ateliers, etc. organisés pour la paix et l'éternel recommencement des processus de paix. C'est ainsi que se tenait le Forum national de Bangui. Ce forum qui se tenait du 04 au 11 mai 2015 avait pour objectif de créer une dynamique nécessaire à l'aboutissement du processus de paix et de réconciliation nationale. En d'autres termes, l'on souhaitait modérer les appétits des acteurs du conflit centrafricain et réconcilier la population à la classe dirigeante. En effet, la transition de SAMBA PANZA était essentiellement marquée par des comportements opportunistes aussi bien à la Présidence – avec cette panoplie de conseillers – qu'au Conseil National de Transition, ainsi qu'au Gouvernement. L'innovation majeure qui la différenciait jusque-là des autres initiatives de réconciliation nationale était que, la présence des délégués des préfectures permettait que la voix de la province ait pu se faire entendre par les autorités nationales. Les délégués de l'Est ont par exemple eu la possibilité de réclamer du gouvernement

des mesures pour neutraliser les éléments *Seleka* de Basse-Kotto qui continuaient de régner sur leur territoire. Toutefois, s'agissant des groupes armés en général, leurs revendications et leur intransigeance surtout en ce qui concerne différentes garanties de non-poursuites judiciaires ou de réinsertion sociale, étaient justement fonction de leur force sur le terrain.

Les accords issus de ce forum ont tout de même permis d'apaiser, en vue des échéances électorales qui ont suivi, le climat sécuritaire et politique avec la figure de Samba-Panza très controversée à cette période. L'accord sur les principes de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement (DDRR) et d'intégration dans les corps en uniforme de l'État centrafricain entre le gouvernement de transition et les groupes armés, posait des principes assez justes : individuelle (non fondé sur l'appartenance à tel groupe ou autre), progressive, suite à un *vetting* (absence de passé criminel) et dans le respect des critères de professionnalisme et d'équité.

- Scénarisation des futurs possibles de la RCA

La façon dont les crises et les conflits en RCA sont perçus, appréhendés et gérés, ne saurait instaurer définitivement la paix. Dans la plupart des cas, les dimensions étroitement liées aux résiliences communautaires ont été jusque-là purement et simplement négligées par les institutions onusiennes, humanitaires et autres ONG internationales, soucieuses de justifier les énormes quantités de fonds reçus au nom de la crise centrafricaine dont une grande partie n'est pas injectée dans les efforts de consolidation de la paix et la cohésion sociale à la base. La

crise centrafricaine a enrichi de nombreux acteurs intervenants externes. Dans le processus de programmation, aucune place n'est accordée à l'exploitation des forces, de l'énergie et de l'intelligence locales et nationales. Les objectifs politiques, sécuritaires et de développement ne sont définis qu'à l'intention de l'État et des partenaires au développement, sans souci d'une intégration efficace. La crise en RCA laisse donc entrevoir trois scénarios possibles :

- Scénario catastrophe marqué par la persistance et permanence des dynamiques crisogènes de la RCA où l'État serait absent encore longtemps à cause des déficits chroniques de capacité de réponse coercitive et alternatives susceptibles d'endiguer l'expansion des groupes armés, d'apaiser les tensions communautaires et de contribuer à une reconstruction durable de la société centrafricaine au niveau individuel et collectif.
- Scénario médian caractérisé par le maintien en survie de l'État centrafricain sous perfusion onusienne et des partenaires extérieurs au développement.
- Scénario prospectif et idéal fondé sur l'idée force d'un rebondissement politique, économique et social de la RCA (penser le futur pour réinventer l'avenir en Centrafrique) si elle veut sortir du creux profond des crises récurrentes dans lequel le pays a été plongé depuis des décennies dans l'optique d'assurer sa continuité historique et politique en tant que nation indépendante et souveraine. Ce rebondissement national exige à n'en point douter un changement d'état d'esprit, d'attitude et de comportement dans les approches et stratégies de gouvernance afin de réaliser le rêve centrafricain.

2- Recommandations

Quelques recommandations s'avèrent nécessaires pour contribuer à orienter l'action de certains acteurs intervenant dans la crise centrafricaine. Elles sont à cet effet dirigées vers certains acteurs précis :

a- Au gouvernement, afin de restaurer l'autorité de l'État sur tout le territoire national

• La réforme des FACA : un impératif pour le gouvernement

Les partenaires internationaux, le gouvernement, les groupes armés, ainsi que la population, considèrent l'armée comme indispensable. Il précise que c'est le seul point sur lequel ils s'accordent (Thierry Vircoulon). Ce n'est pas pour rien qu'il est le creuset de l'unité nationale dans d'autres pays. Mais pour ce faire, il faudrait prendre un certain nombre de mesures qui relèvent d'une véritable gageure. Notamment, « dé-miliciariser » l'armée, lui donner une formation de bonne qualité et régler la question de l'embargo. En effet, à qui profite l'embargo ? Certainement pas au gouvernement et aux FACA. Comment le gouvernement dans un tel contexte peut-il combattre ou même s'imposer dans des négociations face aux groupes armés ? Une fois ces trois préalables effectués, reconstruire l'armée centrafricaine sur des bases professionnelles, accompagnées d'un équilibre régional et de genre, pourra alors être plus réaliste. En plus un déploiement immédiat sur tout le territoire permettrait d'éviter que les populations ne se familiarisent davantage avec les groupes rebelles.

• La réforme du système judiciaire et l'application des sanctions

La réforme du système judiciaire exige des investissements massifs et soutenus. Il faut à la fois reconstruire les infrastructures physiques et former les autorités judiciaires. Même si des procès pour des crimes ont été ouverts en 2015 et récemment sous la présidence de Touadéra, leur déroulement a mis en évidence les graves lacunes, s'agissant notamment de la protection des victimes et des témoins (Amnesty international), mais aussi des non-lieux et relaxations pour des criminels avérés. Il faudrait malgré tout faire appliquer les décisions de justice à l'encontre de tous les acteurs d'insécurité, appliquer les dispositions d'Oslo et accélérer l'opérationnalisation de la Cour pénale spéciale annoncée depuis longtemps.

• Améliorer le profil des acteurs en charge de la mise en œuvre du DDDR

- Évaluer périodiquement les mandats des missions internationales

Il faudrait évaluer l'action des missions internationales (notamment la MINUS-CA), en collaboration avec les partenaires extérieurs. Il s'agit d'apporter les correctifs nécessaires afin d'éviter une inadéquation entre les objectifs gouvernementaux et de la population d'une part et ceux internationaux d'autre part.

• La mise en place d'une structure de coordination et de financement

où les fonds seraient mis en commun et administrés sous une gouvernance collective par les partenaires au développement. Une telle mesure est à encourager et à rendre effective au plus vite (Plan National de Relèvement et de Consolidation de la paix (PNRC 2017 – 2021).

• Réinvestir l'arrière-pays

Redéployer des structures administratives pour accompagner le rétablissement progressif de l'autorité de l'État. Relever le secteur éducatif dans les zones reculées pour former les nombreux jeunes sous-scolarisés et les détourner de la voie des armes. Le relèvement devrait aussi intégrer l'ensemble des services de base afin d'offrir des alternatives aux populations qui vivent dans ces territoires ravagés par les violences intercommunautaires.

b- Aux partis politiques

Ils doivent se constituer sur la base de l'intérêt général, pour la formation de l'opinion publique et pour la conquête démocratique du pouvoir. Certains leaders politiques doivent retirer leur soutien à certaines milices locales et condamner sans complaisance les exactions de ces dernières.

c- À la Société civile

Elle doit davantage renforcer ses capacités techniques et opérationnelles en se formant, en mobilisant elle aussi ses propres ressources, pour que sa voix compte dans la construction d'une société centrafricaine pacifique.

d- À la communauté internationale et africaine

- Prendre des mesures dans la sélection, la formation et l'encadrement de son personnel en charge des opérations de paix pour éviter les abus tels que : viol sexuel ou trafic de drogues et stupéfiants par certains

contingents, car la perception par le gouvernement et surtout les populations locales est essentielle pour protéger l'espace humanitaire dans un contexte où la MINUSCA par exemple est de plus en plus prise à partie par les belligérants et contestée par l'opinion nationale (UNOCHA, 2016). Les effectifs et les moyens de la Minusca doivent être renforcés pour leur doter d'une capacité de pression et de dissuasion militaire sur les groupes armés.

- Collaborer avec le gouvernement centrafricain, au désarmement des groupes armés et à l'évaluation des missions internationales, en évitant au maximum de s'imposer sur des points non essentiels et toujours penser en premier à l'intérêt des populations.

- Coordonner les efforts de médiation et harmoniser les positions des différents médiateurs (Angola, Tchad, République du Congo et Gabon, communauté catholique de Sant'Egidio) sur les questions relatives au statut futur des seigneurs de guerre, à l'avenir de combattants rebelles et au retour des anciens chefs d'État.

- Continuer de financer les réformes structurelles et les projets d'investissement, aussi bien à l'échelle nationale que locale (pendant le relèvement de l'État).

- Que l'UA, la CEEAC et la CEMAC ne se lassent pas de mobiliser toute l'aide disponible de la part des États africains, notamment des contingents pour rassurer la population et 'démobiliser' définitivement les factions armées.

BIBLIOGRAPHIE

- 1.** Amnesty International, « République centrafricaine. Le long chemin vers la justice. L'obligation de rendre des comptes », janvier 2017, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR1954252017FRENCH.PDF> (consulté le 13 mai 2017) ;
- 2.** ANKOGUI-M'POKO Guy-Florent, « La crise Centrafricaine date de longues durées : qui la finance ou la sponsorise ? », Présentation à l'occasion du dialogue sécurité sur la crise de longue durée en RCA, par la Fondation Friedrich Ebert Stiftung, du 10 au 11 avril 2017 à Douala (Cameroun) ;
- 3.** BELLA MESSINA Fabrice, « L'appropriation locale de la réforme du secteur de la sécurité en République Centrafricaine et en Sierra Leone : Contribution à l'étude sur la sécurité et le développement post-conflit », Mémoire de Master-Recherche en Sciences politiques, Université de Yaoundé II-Soa, 2014-2015 ;
- 4.** Équipe Humanitaire Pays, « Plan de réponses humanitaires 2017-2019. République Centrafricaine », *Rapport UNOCHA (Bureau de coordination des Affaires humanitaires)*, novembre 2016 ;
- 5.** HUGON Philippe, « Les défis de la stabilité en Centrafrique », in *Les Notes de l'IRIS*, février 2014, 13 pages ;
- 6.** KILEMBE Faouzi, « Assurer la sécurité en République Centrafricaine. Mission impossible ? », *Friedrich Ebert Stiftung Cameroun/ Afrique Centrale*, octobre 2014, 28 pages ;
- 7.** MARCHAL Roland, « Brève histoire d'une transition singulière. La République centrafricaine de janvier 2014 à mars 2016 », *ROSCA-G&D (réseau des organisations de la société civile de Centrafrique pour la gouvernance et le développement)*, septembre 2016, 73 pages ;
- 8.** NTUDA EBODE Joseph Vincent, « La Centrafrique à la croisée des chemins », in *Diplomatie*, n° 68, Paris, 2014
- 9.** NTUDA EBODE Joseph Vincent, « Quel avenir pour la Centrafrique ? » in *Diplomatie magazine*, n°5, Paris, 2003.
- 10.** NTUDA EBODE Joseph Vincent, « La Centrafrique de nouveau en ébullition : quelles leçons pour la communauté internationale ? », in *Diplomatie* n° 68, Paris, 2015
- 11.** Plan national de relèvement et consolidation de la paix_PNRC 2017 – 2021 (République Centrafricaine), 6 novembre 2016 ;
- 12.** VIRCOULON Thierry, « La reconstitution de l'armée centrafricaine : un enjeu à hauts risques », in *Note de recherche n° 36*, IRSEM, 28 avril 2017, https://defense.gouv.fr/conten/download/5011361/8515378/file/NR_IRSEM_36.pdf (consulté le 13 mai 2017).
- 13.** WEYNS Yannick, HOEX Lotte, HILGERT Filip & SPITTAELS Steven, « Cartographie des motivations derrière les conflits : la République centrafricaine », IPIS, Anvers, novembre 2014 ;

Achevé d'imprimer
en décembre 2017
Yaoundé - Cameroun

Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique N° 22

A propos des Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Le manque de sécurité est l'un des principaux obstacles au développement et à la démocratie en Afrique. L'existence de conflits violents prolongés ainsi que le manque de responsabilisation dans le secteur de la sécurité dans de nombreux pays entravent la coopération dans le domaine de la politique de sécurité. L'émergente Architecture Africaine de Paix et de Sécurité fournit un cadre institutionnel pour promouvoir la paix

et la sécurité. En tant que Fondation politique attachée aux valeurs de la démocratie sociale, Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) vise à renforcer l'interface entre la démocratie et la politique de sécurité. FES facilite donc le dialogue politique sur les menaces à la sécurité et les réponses qui y sont apportées au plan national, régional et continental. Les Séries FES sur la Paix et Sécurité en Afrique visent à contribuer à ce dialogue en faisant des analyses pertinentes, largement accessible.

A propos de cette publication

En dépit de ses innombrables richesses en diamant, or, uranium, café, produits de la forêt etc., depuis son existence la République Centrafricaine est un pays plongé dans une crise sécuritaire chronique. Au lieu d'être investi dans le bien-être de la population, une grande partie des recettes générées par ces richesses est détournée dans des coups d'État successifs, des rebellions armées, des conflits intercommunautaires et interconfessionnels. Les conséquences sont multidimensionnelles : au-delà des regrettables pertes en vies humaines, l'économie est effondrée, la misère s'y est installée, les liens sociaux se sont profondément délités ; entraînant la formation d'un cercle vicieux de méfiance et violence, et le déplacement massif des populations à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Aussi, la RCA se trouve dans une région très instable. Avec ses 623 000 Km² et ses 4 616 000 habitants, le pays est enclavé entre six Etats : le Tchad, le Cameroun, les deux Congo et les deux Soudan.

La Centrafrique partage des frontières poreuses avec ces pays pour la plupart eux aussi en proie à des troubles qui débordent fréquemment sur le territoire centrafricain.

Pour rechercher les voies et moyens vers une paix durable via des mesures collectives, la FES a ordonné des recherches sur l'économie politique de cette crise et organisé un dialogue sécuritaire en avril 2017, qui a abouti à cette publication intitulée « **Persistance de la crise en République Centrafricaine: Comprendre pour agir** ». Afin de mieux comprendre la perpétuation du conflit centrafricain, l'analyse s'est focalisée d'une part, sur la dynamique des acteurs, et d'autre part, sur les facteurs de durabilité de la crise. L'analyse des acteurs a le mérite de proposer une typologie d'acteurs dont les manoeuvres oscillant entre intérêt et désintérêt sont clairement identifiées. Au sortir de cette analyse, l'on peut affirmer sans ambages que la responsabilité de la crise est partagée.

